

AVANT-PROPOS

Quinze mois. Au bout de quinze mois, les premiers craquements ont ébranlé l'édifice de la macronie au pouvoir. Plus rien ne sera comme avant. Avant cet été 2018, au cours duquel trois hommes ont fait disjoncter l'ensemble du dispositif pyramidal soigneusement établi par Emmanuel Macron : Alexandre Benalla, Nicolas Hulot, Gérard Collomb. Le premier parce qu'il était un homme de confiance du président et que l'affaire qui l'a envoyé devant la justice a révélé de graves dysfonctionnements à l'Élysée. Le deuxième parce que sa démission a traduit au grand jour un désaccord de fond sur la politique gouvernementale. Le troisième enfin parce qu'il a mis en cause la gouvernance instaurée par Emmanuel Macron. Sacrilège ! Blasphème !

L'attaque a d'autant plus stupéfié qu'elle émanait de Gérard Collomb, le premier des grognards, celui qui avait porté sur les fonts baptismaux la candidature présidentielle de son mentor. Pire, le ministre de l'Intérieur osait défier l'autorité jupitérienne en imposant un incroyable bras de fer au chef de l'État qui a été contraint de s'incliner, en acceptant la démission du premier flic de France pressé de regagner son bercail lyonnais. Le suzerain pliant devant son vassal, voilà une inversion de la verticalité qui laisse d'autant plus pantois que le président avait fait du respect de son

image régaliennne sa marque de fabrique. « Péripéties », a minimisé Macron.

Il n'empêche ! « Le président était furax que Collomb lui inflige cette épreuve après le départ de Hulot », commentait à l'époque un conseiller au sommet de l'État. Qu'il le reconnaisse ou non, le « nouveau monde politique » a bien subi un effet de souffle au cours de cet été meurtrier. Ces bourrasques ne provenaient pas des coups de boutoir d'une opposition politique ressuscitée – elle n'a pas encore reconstitué ses forces. Pas plus que d'une contestation sociale qui se serait rendue maîtresse de la rue – la fameuse convergence des luttes n'est restée que le vœu pieux d'une gauche émietlée. Non, c'est la macronie elle-même qui s'est administré les sévices qui l'ont précocement abîmée. Là réside la singularité de ce phénomène autodestructeur. Pourtant le quinquennat n'en est qu'à ses débuts. L'heure n'est pas encore à la traditionnelle usure du pouvoir qui rongé de ses funestes stigmates les gouvernements en bout de course.

Tous ces mécomptes ont rompu l'image d'une gouvernance jusque-là maîtrisée. Ils ont dérégulé le tempo du « maître des horloges », Emmanuel Macron, l'acculant à un remaniement plus large que prévu de manière prématurée ; ils ont aussi affecté l'image qu'il s'était efforcé d'incarner, souvent avec succès, d'une présidence impérieuse.

En quelques semaines, cette macronie fière et fringante s'est heurtée aux mêmes rudes épreuves de l'exercice du pouvoir que celles rencontrées par cet « ancien monde politique » qu'elle avait balayé impitoyablement lors de l'élection présidentielle de 2017. Aucun des accidents de parcours qui l'ont déstabilisée en peu de temps ne relevait de l'affaire d'État ou de la crise de régime, mais leur accumulation a pointé les fragilités d'un pouvoir qui

affichait une confiance exagérée en lui-même, fort des faiblesses de ses oppositions. Et voilà Jupiter dégringolé de son Olympe dans les sondages (12 points perdus à la fin de l'été selon une enquête Odoxa avec 29 % de popularité; en octobre, il stagne encore à cette cote). Comme si les promesses de l'aube d'une nouvelle ère politique n'opéraient plus sur les Français déjà désenchantés.

Arasement brutal

Pourtant, l'élection d'Emmanuel Macron à la présidence de la République, le 7 mai 2017, a constitué un tournant dans l'histoire de la V^e République. Pour la première fois, les partis politiques de droite et de gauche, qui se succédaient au pouvoir depuis près de soixante ans au gré des alternances, étaient refoulés dans l'opposition. Un nouveau mouvement surgit en quelques mois, La République en marche, non seulement propulsait son candidat à l'Élysée, mais encore raflait la majorité absolue à l'Assemblée nationale. Un arasement brutal et ébouriffant de l'échiquier politique!

Certes, Macron a bénéficié du maintien suicidaire de la candidature de François Fillon (Les Républicains) et de la faiblesse de celle incarnée par Benoît Hamon (PS). Mais l'une et l'autre, tout autant que leurs échecs, n'étaient que les symptômes d'un système politique à bout de souffle.

La victoire d'Emmanuel Macron a été le produit de cette double décomposition sanctionnée, pour ne pas dire châtiée, par les électeurs. Elle a constitué aussi la récompense de l'intuition et du culot d'un homme qui, au terme de son expérience de secrétaire général adjoint de l'Élysée puis de ministre de l'Économie sous le précédent

quinquennat, a perçu, dans cette agonie des partis de gouvernement, l'occasion de régénérer la vie politique en se lançant dans une improbable conquête de l'Élysée. Il a su également agréger autour de lui différents cercles qui ont formé un véritable commando à son service. Est-on passé pour autant du «vieux monde politique» à un «nouveau monde» comme s'est longtemps plu à le clamer la macronie, grisée par sa victoire? Ces derniers mois confirment qu'il faut se méfier de ces manichéismes qui confinent à la caricature. En 1981, lors de l'avènement de la gauche au pouvoir après vingt-trois ans d'opposition, Jack Lang, thuriféraire de François Mitterrand et barde du nouveau régime, avait déclaré que «la France allait passer de l'ombre à la lumière»! Deux septennats plus tard, il s'est avéré que le règne mitterrandien a plutôt baigné dans un clair-obscur au bilan inégal loin des prédictions enchanteresses. Cette expérience édifiante aurait dû modérer les emballements de la macronie qui s'est néanmoins attelée à insuffler une vigueur se voulant salutaire à notre vie politique.

Nouvelle gouvernance et déboires

Un nouveau type de gouvernance a été mis en place, une vague de primo élus a déferlé sur le Palais-Bourbon avec l'entrée en force de députés de La République en marche sans expérience politique pour la plupart, même si la sphère macroniste dans son ensemble comprend également quelques briscards du «vieux monde». Macron, lui-même, a entrepris d'imprimer un style en rupture avec ses prédécesseurs. Surtout, il dirige le pays avec une garde rapprochée qu'il ne connaît que depuis quatre ans seulement, contrairement aux présidents antérieurs qui se hissaient au

pouvoir suprême entourés de vieux compagnons de route enrôlés au fil d'un long et éprouvant parcours politique. Pour ses devanciers, la conquête de l'Élysée constituait un aboutissement. Pour Macron et les siens, c'est un commencement, celui d'une mise à l'épreuve.

Et si leurs déboires de l'été 2018 s'expliquaient en partie par les méthodes et le style de la gouvernance Macron-Philippe? La verticalité parfois arrogante imposée par le président de la République, la marginalisation rogue des corps intermédiaires (syndicats, associations d'élus...) au profit de la technocratie, l'hermétisme et la mise en coupe réglée illusoire de l'ensemble du dispositif macronien, enfin la communication flottante du chef de l'État, toute cette marque de fabrique du « nouveau monde politique » ne portait-elle pas en germes les secousses de l'été 2018, le malaise croissant des députés et la désaffection de certains adhérents d'En marche!? « Nous avons manqué d'humilité », a admis de manière inattendue Gérard Collomb, le ministre de l'Intérieur, le 6 septembre 2018, à l'issue des turbulences de juillet et août qui ont endommagé les fondations et la conduite de la start-up nation dirigée par le président-manager Macron. Surprenant, le « nous » de Collomb englobait implicitement le chef de l'État aux déclarations parfois provocantes... Comme si ce grognard de la macronie ressentait, lui aussi, au bout d'un an, une forme de lassitude et de déception envers l'homme qu'il avait contribué à faire élire et son entourage immédiat élyséen.

Alors comment fonctionnent cette équipe singulière au pouvoir et ce système qui se pare des atours de la modernité? Quels en sont les codes? Comment se prennent les décisions majeures? Qui en sont les principaux acteurs? Quels sont les ressorts de la communication? C'est à ces questions que tente de répondre

ce livre en auscultant les quatre piliers de la macronie : l'Élysée, le gouvernement, l'Assemblée nationale et le parti La République en marche.

À travers des portraits, cet ouvrage s'intéresse également, dans une deuxième partie, aux hommes et aux femmes sur lesquels s'appuie le président de la République, et à ceux qu'il écoute. Dans cette galerie de fidèles, figureront ces jeunes trentenaires et quadras qui ont cru les premiers en Macron (Ismaël Emelien, Alexis Kohler, Stéphane Séjourné, Cédric O, Sibeth Ndiaye, pièces maîtresses du cabinet élyséen, le ministre chargé de la Ville et du Logement Julien Denormandie, et bien sûr, Brigitte Macron), mais aussi des politiques issus du PS comme Gérard Collomb, François Patriat, Christophe Castaner, Richard Ferrand, Benjamin Griveaux, les raliés de la droite parmi lesquels Édouard Philippe, Gérald Darmanin, François Bayrou, des électrons libres à l'image de Dany Cohn-Bendit, Romain Goupil, des conseillers de l'ombre ou des amis de longue date du chef de l'État, enfin les jeunes pousses de la macronie qui seront appelées à éclore au cours du quinquennat (Aurore Bergé, Amélie de Montchalin, Hugues Renson, Cédric Villani, Pierre Person, Marie Lebec...).

Ce livre n'a donc pas pour vocation d'examiner les réformes accomplies par le gouvernement car il est encore prématuré d'en tirer le bilan ; il vise à mieux faire comprendre les mécanismes de leur élaboration et la personnalité de ceux qui en sont les inspireurs et les maîtres d'œuvre. Cette immersion au cœur du pouvoir s'est révélée complexe pour les auteurs, la plus grande partie de nos interlocuteurs préférant témoigner sous le sceau de l'anonymat, d'autres refusant de s'exprimer. Car la macronie comporte deux particularités : le goût du secret et la défiance.

PRÉSIDER, GOUVERNER

LE SECRET ET LA DÉFIANCE

*« Toute chose sacrée et qui veut demeurer
sacrée s'enveloppe de mystère. »*

Stéphane Mallarmé
Hérésies artistiques

« La macronie, c'est le culte du secret. » À l'Élysée, on l'admet sans détours : les proches collaborateurs du président se complaisent dans un mutisme obstiné que la presse a très rapidement qualifié de « verrouillage ». Rares sont les conseillers du chef de l'État qui se risquent à quelques confidences auprès d'interlocuteurs extérieurs au « château ». « Les gens qui travaillent autour d'Emmanuel Macron ont deux caractéristiques : la discipline et la volonté de ne pas apparaître dans la lumière, d'être très secrets », reconnaît Sibeth Ndiaye, la conseillère presse du président. Ces trentenaires et quadragénaires, souvent au profil de gendre idéal, gravitent dans le sérail politique depuis longtemps, anciens membres de cabinets ministériels ou d'exécutifs de collectivités locales, attachés parlementaires, mais ils n'ont jamais occupé de fonctions les propulsant sur le devant de la scène. Ces « mormons », comme ils sont surnommés, proviennent en grande partie de la mouvance de Dominique Strauss-Kahn dont ils ont préparé la candidature présidentielle

de 2012 avant que leurs espoirs ne s'effondrent avec la mise hors course de leur champion.

Certains ont participé par la suite à la campagne de François Hollande. Le socialiste Pierre Moscovici qui les a bien connus quand il les chapeautait dans l'équipe de Strauss-Kahn analyse avec pertinence leur évolution : « Ces jeunes ont rompu avec la gauche socialiste par un processus de déception et de décantation successives. Ils ont espéré DSK, ensuite ils ont suivi Hollande, enfin ils ont accroché leur char à une autre étoile. Par déception de la social-démocratie, ils sont devenus macroniens. Alors que DSK, lui, ne s'est jamais positionné dans le ni droite-ni gauche car il voulait transformer la gauche, eux ont coupé carrément les amarres avec la social-démocratie. » Maxime des Gayets, ancien directeur de cabinet de Jean-Christophe Cambadélis au PS, qui a fréquenté également cette génération d'anciens strauss-kahniens aujourd'hui collaborateurs de Macron ou jeunes parlementaires de La République en marche, ajoute : « Ils ont pensé que le PS ne leur offrirait jamais de responsabilités et qu'il était impossible de le transformer car ils le voyaient paralysé par les synthèses, ces couvercles mis sur les débats. Pour eux, le meilleur moyen de transformer le parti, c'était de le quitter. Ceux qui avaient l'ambition d'être élus estimaient que jamais le PS ne leur fournirait l'opportunité de devenir députés. Ils ont vu en Macron un mentor, et en En marche! une possibilité de supplanter le PS. »

Principes de discrétion

Après la victoire d'Emmanuel Macron à la présidentielle, la garde rapprochée du président n'a pas dérogé à

ses principes de discrétion. Ismaël Emelien, le conseiller spécial du président, ne parle jamais aux journalistes et déteste qu'on s'intéresse à lui dans la presse, ce qui n'empêche pas les journaux de dresser des portraits de lui sans qu'il y contribue, son rôle d'éminence grise invisible et silencieuse ne pouvant qu'exciter la curiosité des gazettes.

Échaudé par deux articles dans lesquels il s'estime s'être fait « piéger », Stéphane Séjourné, le conseiller politique et parlementaire d'Emmanuel Macron, jure qu'on ne l'y reprendra plus à parler aux journalistes. Julien Denormandie, l'un des artisans d'En marche! et ministre chargé de la Ville et du Logement, ne s'adresse aux médias que pour présenter les réformes relevant de son domaine, « il n'en fait pas plus que ça car il est très pudique et refuse de parler de ses relations avec Emmanuel Macron qu'il préfère garder pour lui », selon l'une de ses collaboratrices. Même au détour d'une conversation, « il a toujours fermé les portes quand il était interrogé sur sa proximité avec Macron ». « Les conseillers estiment qu'ils n'ont pas d'existence institutionnelle car ils ne sont ni ministres ni élus », fait-on observer à l'Élysée. Et quand ils sont contactés par des journalistes, ils doivent en référer au service de presse qui donne ou non son aval à cette sollicitation. « L'équipe Macron a toujours été discrète pendant la campagne présidentielle avec la volonté de mettre en avant le candidat et de constituer un bloc derrière lui. Dans ce noyau, il n'y a pas de volonté d'existence politique personnelle en dehors de la réalisation du projet du président », souligne Sylvain Maillard, député de Paris de La République en marche qui fut l'un des porte-parole du candidat Macron en 2017. Christophe Borgel, l'ancien membre de la direction du PS, qui a bien connu ces « mormons » quand

ils faisaient partie, avec lui, de la petite équipe strauss-kahnienne, confirme : « Ceux qui composent le cœur de l'équipe Macron travaillent à sa réussite à lui. À l'exception de Benjamin Griveaux, ils n'ont pas d'appétence pour exister politiquement par eux-mêmes, ce qui ne les empêche pas d'être très déterminés dans leur activité. Le jour où Macron quittera l'Élysée, la plupart d'entre eux repartiront vraisemblablement travailler dans le privé. Ils lui doivent tout. Leur ambition est de réussir pour lui. Pour Macron, c'est une force considérable. » « Ils forment un bloc moderne, courageux, ils ont la même vision de ce qu'il faut faire pour le pays, ils sont tous résolus, très travailleurs, ils n'ont pas peur des épreuves. Ils sont jeunes, ils ont été victimes de beaucoup de condescendance », ajoute Laurent Bigorgne, le directeur de l'Institut Montaigne.

Le culte du secret et de la discrétion de cette phalange très soudée provient aussi de son histoire dans les cercles socialistes. « Cela vient de la campagne de Hollande en 2012 puis du dernier quinquennat. Les réunions avec Hollande étaient transparentes, tout sortait, ce qui signifiait qu'il n'y avait plus de collectif », analyse Gilles Finchelstein, directeur de la Fondation Jean-Jaurès, proche du PS, et qui a fait partie également du staff de Strauss-Kahn. « Ils veulent être pros. Cette exigence est nourrie par le mépris qu'ils ont pu avoir du quinquennat précédent », complète Maxime des Gayets.

Le sacré et le secret

Leur parcours dans les coulisses de la politique, leur dévouement sans faille et leur personnalité réservée n'expliquent pas totalement ce goût unanime des

proches de Macron pour le secret. Le comportement du « chef » y est aussi pour beaucoup. Il est la clef du fonctionnement de l'équipe au pouvoir. Depuis qu'Emmanuel Macron s'est installé à l'Élysée, les symboles qu'il affiche et tout son comportement consistent à jouer du contraste avec ses deux prédécesseurs dont il estime qu'ils ont dévalorisé l'image et la fonction présidentielles, Nicolas Sarkozy par sa trivialité, et surtout François Hollande par son manque d'autorité et sa trop grande familiarité avec la presse. Il lui faut aussi compenser son jeune âge en s'efforçant de convertir la détermination juvénile du candidat en charisme de chef d'État. C'est pourquoi, en accédant à l'Élysée, Macron a érigé en priorité la restauration de la verticalité et d'une part de secret qui nimbe la sacralité du pouvoir. Le sacré et le secret : deux mots si étrangement proches sur le plan phonétique qu'ils s'irriguent l'un l'autre. Le secret comme consubstantiel au sacré.

C'est cette solennité de la fonction présidentielle que veut réintroduire et symboliser Macron-Jupiter au sommet de notre « monarchie républicaine », sans doute persuadé que le « prince », comme le rappelle Machiavel, doit maintenir « toujours ferme la majesté de son rang, parce que ce point-là exige de n'être jamais oublié, en aucune circonstance ». Plus généralement, Macron explique sans fard détester dévoiler les coulisses de sa gouvernance : « Je hais l'exercice consistant à expliquer les leviers d'une décision : il y a un temps pour la délibération, un temps pour la décision, ils ne peuvent se confondre. » (Interview dans la *NRF*, n° 630). Sibeth Ndiaye précise : « La fabrique de nos prises de décision doit rester dans le secret pour deux raisons. D'abord si ceux qui y participent veulent s'exprimer librement, il faut qu'ils soient sûrs que leurs propos ne seront pas

répétés à l'extérieur. Ensuite, nous tenons au principe de collégialité. Quand une mesure est adoptée, chacun doit en être solidaire quel que soit l'avis qu'il a exprimé.»

L'application de ce principe et la part de mystère inhérente à l'exercice du pouvoir impliquent, selon Macron, une parole maîtrisée car raréfiée et une mise à distance des journalistes afin d'imposer son propre calendrier et de ne pas être soumis à celui des médias dicté par l'actualité, l'urgence ou l'émotion. Cette stratégie s'effilochera au fil des mois...

« Ils réagissent comme des toxicos sevrés... »

Dès les premiers jours de son mandat, le chef de l'État donne comme instruction à ses collaborateurs de rester sourds aux sollicitations de la presse à l'exception de sa chargée de communication, Sibeth Ndiaye, seule habilitée alors à rapporter et expliquer la parole du président. « J'ai fait en sorte que les journalistes ne soient plus reçus par des conseillers qui bavassent », glisse-t-il à l'un de ses proches.

Macron n'apprécie pas les reporters qui couvrent la politique intérieure. « Il pense qu'ils sont toujours dans la recherche de la petite phrase, qu'ils ne sont pas au niveau », explique-t-on dans son entourage. À l'issue du premier Conseil des ministres, ils sont écartés de la cour de l'Élysée afin qu'ils ne puissent recueillir les impressions des membres du gouvernement. Puis, lors du déplacement de Macron au Mali quelques jours après sa prise de fonction, la présidence fait savoir que seuls les journalistes spécialisés en politique et en défense nationale seront autorisés à l'accompagner. Autant d'initiatives maladroites, voire provocantes, qui suscitent un tollé

légitime de la part des médias. « Ils réagissent comme des toxicos qu'on sèvre brutalement », souffle alors Macron à un membre de sa garde rapprochée.

Il se charge personnellement d'appliquer le « sevrage ». À l'inverse de Sarkozy et Hollande, il bannit les déjeuners « off » avec les journalistes de politique intérieure, qui permettent généralement au président d'éclairer ses hôtes sur son état d'esprit à condition que ses propos ne soient pas reproduits dans les journaux comme sortant de sa bouche. Macron n'entend pas nourrir le « Moloch médiatique » à coups de petites phrases. En février 2018, nouveau tour de vis avec l'annonce du déplacement de la salle de presse installée dans une aile du château, dans une rue adjacente sans concertation avec les représentants des médias. Une manière de vouloir reléguer un peu plus à l'écart les journalistes en poste à l'Élysée.

« L'affaire Ferrand » n'a fait que conforter la méfiance du président envers la presse. Dans un article du 24 mai 2017, soit quelques jours après la composition du gouvernement, *Le Canard enchaîné* accuse Richard Ferrand, ministre de la Cohésion des territoires, et l'un des plus proches soutiens de Macron, d'avoir fait bénéficier sa compagne d'un montage immobilier avantageux, lorsqu'il était directeur des Mutuelles de Bretagne en 2011. Pour la nouvelle équipe au pouvoir qui a fait de la moralisation de la vie politique un cheval de bataille, c'est un coup de poignard. Ferrand tente d'appeler aussitôt Macron au téléphone. Injoignable sur le moment, le président le rappelle sur le coup de minuit. « Qu'est-ce que c'est que cette affaire ? » Ferrand lui expose sa version des faits et conclut : « Je suis prêt à démissionner. » Le chef de l'État semble convaincu de l'innocence de son ministre au terme des arguments

qu'il vient d'entendre, et le rassure : « On ne va pas céder à la pression. » Ferrand : « Mais je ne voudrais pas que cette histoire vienne ternir le début de ton mandat, et je ne sais pas si je résisterais à cette pression car ce sera très dur pour moi et ma famille. » Macron : « Tiens bon, on ne lâche rien et on continue. »

Consignes de verrouillage

Dans cette affaire Ferrand amplement reprise en boucle par les médias, le président voit une attaque de la presse visant à le fragiliser lui aussi par ricochet, comme en témoignent les propos qu'il tient quelques jours plus tard à son ministre : « Ils ont eu Fillon, ils veulent me faire comprendre qu'ils ne sont pas mieux disposés à notre égard. » « Ils » ? Les journalistes, bien sûr. Comme s'ils ourdissaient un complot contre lui. Ils sont d'autant plus décontenancés par le brutal rejet présidentiel que la presse s'est montrée plutôt favorable au candidat Macron durant la campagne électorale, et que celui-ci s'est complaisamment affiché en couple avec son épouse dans les magazines people, instrumentalisant ainsi les médias à des fins de communication.

Les consignes de « verrouillage » descendent de l'Élysée à Matignon et dans les ministères. Avec une obsession : « tout contrôler » comme on le reconnaît dans l'entourage de Macron. Dans *L'Iliade*, Zeus/Jupiter n'assénait-il pas à l'assemblée des immortels, assimilables en l'occurrence aux membres du gouvernement : « Qu'aucun dieu, qu'aucune déesse ne tente d'enfreindre mon ordre ; acceptez-le tous d'une voix... » ? Afin d'échapper à la foudre jupitérienne, silence donc dans les rangs ministériels. « Aucun collaborateur n'a le droit de parler à la

presse, confirme un proche du Premier ministre. Celui qui commet des indiscretions est délogé. Un “confidentiel” publié dans un journal est soit une fuite voulue, soit quelqu’un qui veut se mettre en avant. C’est quelque chose que ni le président ni le Premier ministre ne tolèrent.» L’un des plus proches conseillers d’Édouard Philippe assure: «Tout le monde a compris l’intérêt de garder les échanges confidentiels comme dans n’importe quelle organisation. Et dès lors qu’à la tête de l’État deux personnes ont décidé d’introduire une sorte d’étanchéité, les autres obéissent. Dans n’importe quelle entreprise, les chefs ne disent pas tout. Pourquoi en serait-il autrement à la tête de l’État.» Et comme un défi lancé aux deux journalistes qui l’interrogent, il ajoute: «Une fois qu’une décision est prise, on l’applique, et vous ne saurez jamais qui pensait quoi. Et au fond, ça ne vous regarde pas: l’important c’est la décision qui est prise et la manière dont elle est mise en œuvre. Savoir qui a été désavoué, ça n’a aucun intérêt.» Certains collaborateurs du président se sont engagés à ne pas publier de livres sur leur expérience à l’Élysée. Pas question qu’ils se répandent sur les coulisses du quinquennat comme l’ont fait des membres du cabinet de Hollande... C’est pourquoi les confidences à la presse distillées par Gérard Collomb à la veille de sa démission ont été vécues par la macronie comme une félonie fustigée par un proche du président: «c’est de la trahison de rapporter nos états d’âme, c’est une faiblesse coupable».

Des fuites tout de même

Cette gouvernance caporaliste n’est pas réprouvée par ceux qui se sont déjà frottés à l’exercice du pouvoir.

« Là où Hollande faisait son miel des contradictions et des rivalités, Macron essaie de les limiter. L'Élysée sous Hollande, c'était une pétaudière, tout le monde parlait sans dire la même chose. On ne gouverne pas comme ça. Macron a raison de fonctionner comme il le fait en imposant plus de confidentialité, c'est plutôt sain », estime le socialiste Christophe Borgel.

Malgré toutes les précautions prises, « l'étanchéité » du système Macron-Philippe n'est pas parfaite. Des indiscretions, certes moins nombreuses que sous les précédents quinquennats, fuient tout de même dans la presse à l'issue des dîners des plus proches soutiens politiques du président le lundi soir à l'Élysée et des petits déjeuners de la majorité le mardi matin. La page 2 du *Canard enchaîné* toujours friande d'échos en coulisse n'est pas totalement asséchée. Et certains proviennent même de l'entourage de Macron, de l'ex-porte-parole Bruno Roger-Petit, accusent certains des conseillers de l'Élysée. Ambiance!

La presse suscite également la défiance des députés de La République en marche. À commencer par Richard Ferrand, leur président de groupe à l'Assemblée nationale en juillet 2017. Empêtré dans son affaire, il n'était guère enclin à entretenir des liens avec les médias. « J'avais peu d'appétence à rencontrer la gent journalistique qui me balançait des seaux d'immondices sur la tête », explique-t-il. Du coup, contrairement aux autres formations politiques, La République en marche ne tient pas de point de presse le mardi à l'Assemblée à l'issue de sa réunion de groupe au risque de se priver d'une tribune médiatique pour défendre ses positions ou expliciter sa politique. « Cela n'a qu'un intérêt très relatif. Ce n'est pertinent que lorsque l'actualité le justifie. Pour le reste les porte-parole sont là pour répondre aux journalistes

et se rendre sur les plateaux télé», affirme Ferrand. Ces réserves s'étendent à l'ensemble des députés de son parti. «Oui, il y a une méfiance du groupe envers les médias, avoue Sylvain Maillard. Dès le début, on a eu le sentiment profond que nous devions nous battre contre un procès en illégitimité parce que nous étions perçus comme des députés internet qui ne seraient pas à la hauteur. On avait toujours l'impression de devoir se justifier au risque de nourrir la bête. Mais on voulait aussi rester maîtres de notre timing et de notre message, et éviter enfin de faire du commentaire de commentaire.»

Cette défiance se nourrit d'une authentique peur des médias. Les nombreux députés néophytes ignorent tout du fonctionnement et des codes de la presse ; ils redoutent de s'exprimer devant des journalistes, de commettre un faux pas, a fortiori devant des caméras. C'est pourquoi ils préfèrent se dérober, même quand les circonstances s'avèrent sans grands risques. Le 31 décembre 2017, l'assistant d'un député de La République en marche a éprouvé toutes les peines du monde à trouver quelques députés de base pour commenter sur les chaînes de télévision les vœux d'Emmanuel Macron aux Français. «Ils ne savaient pas quoi dire, ils avaient peur de mal faire, alors qu'il suffisait d'aligner quelques phrases de langue de bois», constate-t-il, quelque peu médusé par une telle appréhension. Comme si l'ombre tétanisante de l'Élysée planait en permanence sur la cohorte des députés de La République en marche...